

Qu'est-ce que la
restriction
de
l'espace
civique

**une tendance
mondiale de
répression**

contre la société civile indépendante et les organisations populaires



Pourquoi les États restreignent-ils l'espace civique?

Les organisations indépendantes de la société civile agissent comme des agents de changement qui remettent en question les structures sociales inégales ou injustes, ce qui menace les intérêts politiques et économiques élitistes des personnes au pouvoir. **D'où leur volonté de:**

- **restreindre** la participation des citoyens dans les domaines d'intérêt public,
- **récompenser** leurs alliés qui ont intérêt à faire taire les voix critiques,
- **protéger** les intérêts des entreprises,
- **écraser** la dissidence,
- **limiter et dépolitiser** le travail de plaidoyer de la société civile, et
- **délégitimer** la société civile indépendante.



cibles de la

restriction
de
l'espace
civique

défenseurs des droits

organisations
communautaires

organisations de
la société civile

instituts de recherche

groupes confessionnels

QUI TRAVAILLENT POUR

droits fonciers protection de l'environnement
égalité des genres réponse humanitaire
droits des peuples autochtones
journalisme alternatif transparence et responsabilité
réformes des services de santé, d'éducation et de logement



formes d'attaques

**actions juridiques
et judiciaires**

restrictions de la participation
du public et des activités
quotidiennes des organisations

**diffamation
et calomnie**

résistance légitime dépeinte
comme antipatriotique, terroriste
ou anti-développement

répression subtile

dar des obstacles bureaucratiques,
une surveillance étroite et des charges
administratives qui empêchent les organisations

d'obtenir un enregistrement légal, de rejoindre des réseaux et des coalitions,
d'obtenir des fonds de donateurs et d'opérer là où elles sont le plus nécessaires.

violations réelles

des droits à la vie, à la liberté,
à l'expression et à l'association



Pourquoi est-elle néfaste



la
restriction
de
l'espace
civique

**La restriction des espaces civiques
est une menace pour les droits
humains et va à l'encontre de la
notion de société démocratique.**

Les espaces civiques dans une démocratie sont des lieux d'engagement et de lutte, où les organisations de la société civile, les défenseurs des droits et les membres des communautés peuvent s'organiser pour jouer leur rôle de contribution au développement en articulant leurs positions, en exigeant et en promouvant la transparence et la responsabilité et en exprimant leur désaccord chaque fois que nécessaire.



Quels sont les droits et libertés mis en péril ?

association

liberté d'expression

réunion pacifique

participation aux affaires publiques

Lorsque ces droits sont menacés, les gens ne peuvent pas se battre efficacement pour leurs droits civils, culturels, économiques, politiques, sociaux.



Quelle est la relation entre
le développement et

la
restriction
de
l'espace
civique

Des progrès réels
et transformateurs
ne seront
pas possibles

sans le plein engagement de la
société civile et de la population.



Quelles actions
le POED a-t-il
menées face à la

restriction
de
l'espace
civique

Le POED mobilise ses membres, collabore avec d'autres réseaux d'OSC et appelle tous les acteurs du développement à tenir compte de l'Appel à l'action de Belgrade, adopté en avril 2019 lors du Sommet de la société civile organisé en partenariat avec le Réseau de développement de la société civile des Balkans, l'Action pour le développement durable et les Initiatives civiques.

Le document appelle les États membres des Nations unies à mettre fin aux attaques contre les travailleurs du développement et les défenseurs des droits humains, et à atteindre les objectifs de développement durable.



Lisez notre appel!

bit.ly/CPDEBelgradeCall

Quelles actions
le POED a-t-il
menées face à la

restriction
de
l'espace
civique

En 2020, le POED soutient également les campagnes nationales contre la restriction des espaces civiques dans les pays suivants:



Arménie



Malawi



Gabon



Mexique



Jordanie



Nepal



Kirghizistan



Népal



Liban



Philippines

La campagne vise à:

- suivre l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements internationaux visant à créer un environnement favorable aux OSC ;
- sensibiliser les différents groupes de citoyens à la nécessité d'inverser cette tendance ; et
- faire part de nos préoccupations aux organismes nationaux compétents quant aux lacunes dans la mise en œuvre de la CED.



Appel à l'action de Belgrade

→① Prendre des mesures concrètes pour **protéger et permettre un espace pour la société civile**, y compris des lois et des règlements habilitants, une responsabilité démocratique basée sur les normes et standards des droits humains, et la pleine protection de la société civile attaquée—tels que les leaders de mouvements sociaux, les défenseurs des droits humains et les activistes de l'égalité des genres. →② Intégrer **l'inclusion et la responsabilité réelle** envers les personnes dans les pratiques de développement. →③ Mettre en œuvre et respecter **l'appropriation démocratique des plans de développement nationaux** par les pays et garantir **la transparence et la responsabilité** pour une réalisation inclusive des ODD. →④ Montrer l'exemple en menant une action concertée pour **lutter contre les principales violations des droits humains**, notamment la détérioration des conditions auxquelles sont confrontées les organisations populaires, les syndicats, les organisations de défense des droits des femmes, les peuples autochtones et les écologistes communautaires, parmi beaucoup d'autres. →⑤ Reconnaître l'importance des **thèmes interconnectés** dans la réalisation de l'Agenda 2030—la voix de la société civile, l'éradication de la pauvreté, l'autonomisation des femmes, la lutte contre les inégalités, le travail décent, l'action climatique et la justice environnementale.

